

Service public fédéral Emploi,  
Travail et Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE  
RELATIONS COLLECTIVES  
DU TRAVAIL**  
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
**ALGEMENE DIRECTIE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN**  
Directie van de Griffie

### ERRATUM

Sous-commission paritaire de la  
préparation du lin  
n° 120.02

**CCT n° 75717/CO/120.02  
du 15/06/2005**

Correction du texte en français :

- à l'article 5, alinéa 3, à deux reprises, la dénomination du fonds : « *Fonds de Sécurité d'Existence pour les ouvrièresfières) de la préparation du lin* » doit être lue comme suit : « *Fonds de Sécurité d'Existence de la préparation du lin* ».

Correction du texte en français :

- aux articles 12, 13 et 14 la dénomination du fonds : « *Fonds social et de garantie de l'industrie du lin* » doit être lue comme suit : « *Fonds social et de garantie de la préparation du lin* ».

**Décision du**

### ERRATUM

Paritair subcomité voor de  
vlasbereiding  
nr. 120.02

**CAO nr. 75717/CO/120.02  
van 15/06/2005**

Verbetering van de Nederlandstalige  
tekst :

- in artikel 5, derde alinea, werd de benaming van het fonds tweemaal foutief vermeld. « *Fonds voor Bestaanszekerheid voor de werklieden van de vlasbereiding* » dient als volgt gelezen te worden : « *Fonds voor Bestaanszekerheid voor de vlasbereiding* ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in de artikelen 12, 13 en 14 moet de benaming van het fonds : « *Fonds social et de garantie de l'industrie du lin* » als volgt gelezen worden : « *Fonds social et de garantie de la préparation du lin* ».

**Beslissing van**

## Convention collective de travail du 15 juin 2005

### Chapitre I. CHAMP D'APPLICATION

#### **Article 1**

La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs et à tous les ouvriers et ouvrières qui y sont occupés, qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire de la préparation du lin.

### Chapitre II. POUVOIR D'ACHAT

#### **Article 2**

Dans la préparation du lin, les salaires **barémiques** et effectifs sont augmentés de 0,065 € par heure dans la simple équipe à partir du premier paiement suivant le 1<sup>er</sup> octobre 2005. Pour les autres régimes de travail, les montants forfaitaires précités doivent être augmentés des coefficients correspondants.

### Chapitre III. MESURES D'EMPLOI

#### ***Principe***

#### **Article 3**

Les mesures suivantes relatives à la promotion de l'emploi sont adoptées:

- prolongation des engagements en matière d'emploi
- prépension à mi-temps
- prolongation de la CCT concernant le travail à temps partiel
- application de la convention n°77bis du Conseil National du Travail, modifiée par la convention n°77ter du 10 juin 2002.

#### ***Engagements en matière d'emploi***

#### **Article 4**

Les dispositions relatives aux engagements d'emploi, fixées à l'article 4 de la convention collective de travail du 16 juin 2003 sont prolongées pendant la période d'application de la CCT présente.

NEERLEGGING-DÉPÔT 27 -06- 2005	REGISTRE N° 26 -07- 2005	N°	75.717/Co/120.02
		N°	1

## **Prépension à mi-temps**

EP

### **Article 5**

Un régime de prépension à mi-temps est instauré conformément à la CCT n° 55 du CNT instituant un régime d'indemnisation complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction de leurs prestations de travail à mi-temps.

L'âge minimum pour la mise en prépension à mi-temps est fixé à 56 ans.

Aux ouvriers(ières) qui au cours des années 2005 et 2006 entrent dans le régime de prépension à mi-temps, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de Sécurité d'Existence ~~pour les ouvriers(ières)~~ de la préparation du lin. Le Fonds prend également à charge le coût de la cotisation capitative éventuelle et assure les formalités administratives. Les règles spécifiques sont fixées dans une CCT distincte qui fait partie intégrante de la présente CCT. En outre, les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence ~~pour les ouvriers~~ de la préparation du lin seront adaptés compte tenu de ce qui précède.

### **Travail à temps partiel**

### **Article 6**

Les dispositions de l'article 7 de la CCT du 15 juin 1999 concernant le travail à temps partiel sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2006.

Les règles plus précises fixées dans la CCT distincte du 15 juin 1999 (reg. 53.124 Co/122) en matière de travail à temps partiel, prorogée par convention collective de travail du 18 juin 2001 et du 16 juin 2003, sont prolongées jusqu'au 31 décembre 2006 inclus et font partie intégrante de la CCT en question.

### **Crédit-temps (Application CCT n° 77bis du 19 décembre 2001 du CNT)**

### **Article 7**

Conformément aux possibilités offertes par la CCT n°77bis et par la CCT n°77ter du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, il est convenu que les dérogations prévues par l'art. 7 de la CCT du 16 juin 2003 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2006 inclus.

## **Chapitre IV. PREPENSION**

### **Article 8**

Le régime d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement, comme prévu par la convention collective de travail du 19 mai 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981, prorogée par la convention collective de travail du 24 mai 1993, rendue obligatoire par arrêté royal du 7 décembre 1993, prorogée par la convention collective de travail du 26 avril 1995, rendu obligatoire par arrêté royal du 24 avril 1996, prorogée par convention collective de

travail du 13 mai 1997, prorogée par convention collective de travail du 15 juin 1999, prorogée par convention collective de travail du 18 juin 2001, prorogée par convention collective de travail du 16 juin 2003, est prolongé pour une durée de deux ans, jusqu'au 31 décembre 2006 inclus, dans les conditions mentionnées aux articles 9 et 10 ci-après.

## **Article 9**

- a) Conformément aux dispositions de l'article 3 § 2, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimum pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle est fixé à 58 ans à partir du 1er janvier 2005.
- b) En dehors des conditions d'ancienneté fixées par l'arrêté royal précité du 7 décembre 1992, les ouvriers(ières) doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire à une des conditions d'ancienneté suivantes:
  - soit 15 années de travail salarié dans les secteurs de la préparation du lin et/ou textile, bonneterie, habillement, confection
  - soit 5 années de travail salarié dans les secteurs de la préparation du lin et/ou textile, bonneterie, habillement, confection pendant les 10 dernières années, dont au moins 1 année au cours des 2 dernières années.

En ce qui concerne l'assimilation à des journées de travail, il est également référé à l'article 2§3 de l'arrêté royal précité.

## **Article 10**

Pour les ouvriers(ières) accédant au régime de prépension au cours des années 2005 et 2006, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de Sécurité d'Existence de la préparation du lin.

De plus, les cotisations spéciales à charge de l'employeur, imposées par les articles 268 à 271 de la Loi-programme du 22 décembre 1989 et par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990 contenant des dispositions sociales et leurs arrêtés d'exécution, sont prises en charge par le Fonds de Sécurité d'Existence.

## **Article 11**

Les engagements relatifs à ce système de prépension font l'objet d'une convention collective de travail distincte.

De plus, une convention collective de travail distincte sera également conclue en vue de modifier les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence, compte tenu de ce qui précède.

## **Chapitre V. FORMATION**

## **Article 12**

A partir du 1er janvier 2005 et pour la période 2005-2006, les employeurs du sous-secteur de la préparation du lin verseront en sus de la cotisation de 0,10 % des groupes à risques, une cotisation supplémentaire de 0,20 % au Fonds Social et de Garantie de l'Industrie du Lin, calculée sur base du salaire complet de leurs travailleurs, tel qu'indiqué à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs et les arrêtés d'exécution de cette loi.

Cette cotisation sera payée trimestriellement au Fonds Social et de Garantie de l'Industrie du Lin. *la préparation*

Pour les années 2005 et 2006 la cotisation globale perçue sera donc de 0,30 %. Le rapport de cette cotisation sera affecté à la formation et au recyclage dans les entreprises en faveur des employeurs, des travailleurs, des demandeurs d'emploi et des groupes à risques.

Une convention collective de travail distincte sera conclue sur l'affectation de la cotisation de 0,10%.

Les plans de formation seront poursuivis. Une procédure adaptée sera prévue dans les entreprises.

La tâche du groupe de travail paritaire, prévue par l'art. 12 de la CCT du 16 juin 2003 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2006 inclus.

Les ouvriers ont le droit de suivre des formations qui cadrent dans les activités de l'industrie du lin.

## Chapitre VI. AVANTAGES SOCIAUX

### ***Allocation sociale***

#### **Article 13**

L'avance non récupérable (article 8 des statuts du Fonds Social et de Garantie de l'Industrie du Lin) sera fixé à 128 € à partir de 2005. *la préparation*

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

### ***Allocation sociale supplémentaire***

#### **Article 14**

Le montant journalier de l'allocation sociale supplémentaire (art. 7 des statuts du Fonds Social et de Garantie de l'Industrie du Lin) est porté de 4,96 € à 5,46 € à partir de l'année 2005. *la préparation*

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

### ***Chèques-repas***

#### **Article 15**

Dans la préparation du lin, le montant de la part patronale dans les chèques-repas sera porté à 2,33 € par jour effectivement presté et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006.  
Une CCT distincte sera conclue à ce sujet.

## Chapitre VII. ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

### ***Licenciement à partir de l'âge de 54 ans***

#### **Article 16**

Les dispositions reprises à l'art. 15 de la CCT du 16 juin 2003 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2006 inclus.

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

#### ***Ouvriers frontaliers***

#### **Article 17**

Les dispositions reprises à l'art. 16 de la CCT du 16 juin 2003 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2006 inclus.

Les statuts du Fonds seront adaptés conformément à ce qui précède.

## Chapitre VIII. FIDELITE A L'ENTREPRISE

#### **Article 18**

Les dispositions reprises à l'article 21 de la CCT du 18 juin 2001, modifié par la CCT du 16 juin 2003, concernant l'octroi d'un ou de plusieurs jours d'absence rémunérés seront prorogées ainsi que les modalités d'application détaillées sur le plan pratique. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les travailleurs ont droit à une journée d'ancienneté (jour d'absence rémunéré) supplémentaire à condition qu'ils soient occupés depuis au moins 25 ans dans la même entreprise. Le paiement de ce jour d'absence incombe à l'employeur.

## Chapitre IX. PETIT CHOMAGE

#### **Article 19**

En cas de décès du partenaire ou d'un enfant du travailleur ou de son partenaire, les 4 jours de petit chômage prévus par la loi sont portés à 5 jours.

## Chapitre X. CLASSIFICATION DES FONCTIONS ET ECHELLES BAREMIQUES

#### **Article 20**

L'actualisation de la classification des fonctions et des échelles barémiques minimums prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

8

La nouvelle classification des fonctions et les échelles barémiques prévues sont les suivantes :

Groupe salarial	Fonction	Salaire
1	Teillage fibre courte/pâtés	salaire base
1	Teillage pailles de lin	
1	Conduire la ligne feutre	
1	Conduire presse balles	
2	Conduire la peigneuse/opérateur	base + 2%
2	Conduire les cardes/cardes-briseuses	
2	Conduire les bancs d'étirage/bancs d'étirage mélange de couleurs	
2	Conduire bobinoirs semi-automatique	
2	Conduire machine peignage	
2	Apporter des balles	
2	Conduire les bancs à broches	
2	Conduire bobinoirs manuellement	base + 3%
3	Conduire mélangeurs	
3	Conduire l'effilocheuse	
3	Conduire bobinoirs automatique	
3	Conduire chariot élévateur	
3	Séchage bobines d'alimentation	
3	Conduire open-end	
3	Conduire ligne feutre (responsable de processus)	base + 10%
4	Magasinier	
4	Filage au sec	
4	Filage au mouillé	
5	Régler machines/mécanicien	base + 15%
5	Entretien général électricité	
5	Entretien général mécanique	
6	Contremaître (personnel de maîtrise)	base + 20%

Les salaires barémiques sont d'application pour les prestations effectuées en simple équipe. Ces salaires sont multipliés par les coefficients prévus pour les autres régimes de travail.

## Article 21

Le 15 juin 2005, date de la signature de la présente convention, le salaire de base s'élève à 9,9825 € par heure. Ce montant est lié à l'indexation des salaires (CCT du 05/02/2004) et aux augmentations conventionnelles qui sont d'application au sein de la Sous-Commission paritaire de la Préparation du Lin et qui tombent à partir du 15 juin 2005.

## **Article 22**

Un groupe de travail paritaire « classification des fonctions » sera installé au sein de la Sous-Commission paritaire. Ce groupe de travail contrôlera si les dispositions reprises au présent chapitre sont appliquées correctement. En cas d'éventuelles contestations, il prendra les décisions nécessaires.

## **Article 23**

Les nouvelles échelles **barémiques** sont d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2006. Un plan d'étalement sera introduit si l'effet sur les salaires effectifs par entreprise pour l'année 2006 dépasse le niveau de 0,25% de la masse salariale totale des travailleurs. Ceci doit être soumis au groupe de travail paritaire avant le 1<sup>er</sup> octobre 2005. Ce groupe de travail prendra dès lors une décision avant le 15 décembre 2005. Ce plan d'étalement s'opèrera en 4 phases : l'augmentation des salaires effectifs existants ne pourra en aucun cas dépasser au 01/01/2006 25% du montant total de l'actualisation, 25% au 01/01/2007 et 25% au 01/01/2008. L'actualisation effective devra être terminée au plus tard le 01/01/2009.

Ceci doit être réparti d'une façon équivalente entre tous les travailleurs.

## **Article 24**

L'application des nouvelles échelles salariales barémiques ne peut jamais mener à une réduction des salaires effectifs.

## **Article 25**

Le travailleur qui effectue temporairement une fonction moins rémunérée maintient son salaire supérieur. Le travailleur qui effectue temporairement une fonction plus rémunérée doit recevoir ce salaire plus élevé. En cas de polyvalence, il faut au moins payer le salaire le plus élevé prévu.

## **Article 26**

Lorsque le travailleur passe définitivement vers une fonction inférieure, l'employeur est tenu de payer, aux travailleurs et travailleuses concernés, pendant une période de transition d'un an à compter à partir de la date de la modification de fonction :

- pendant les 4 premiers mois 3/4 de la différence salariale entre le salaire de la fonction inférieure et le salaire de la fonction supérieure ;
- pendant les 4 mois suivants 1/2 de la différence salariale entre le salaire de la fonction inférieure et le salaire de la fonction supérieure ;
- pendant les 4 mois suivants 1/4<sup>ème</sup> de la différence salariale entre le salaire de la fonction inférieure et le salaire de la fonction supérieure.

Toutes les composantes du salaire effectivement payé sont prises en considération pour l'application de la présente réglementation.

## Chapitre XI. SOLIDARITE INTERNATIONALE

Y

### **Article 27**

Aussi bien pour l'année 2005 que pour l'année 2006, le Fonds Social et de Garantie met à disposition un montant de 0,05 % des salaires annuels (à 100 %) pour la promotion de la solidarité internationale.

Les statuts du Fonds seront adaptés dans ce sens.

## Chapitre XII. PAIX SOCIALE

### **Article 28**

Les parties s'engagent pendant la durée de validité de la CCT à ne formuler aucune revendication au niveau national, régional ou de l'entreprise sur les points de la présente convention.

### **Article 29**

Les secrétaires syndicaux et les techniciens syndicaux ont le droit d'accéder aux entreprises. Ils doivent en avertir préalablement l'employeur.

Si des problèmes de concertation sociale se produisent au niveau sectoriel ou de l'entreprise, une bonne pratique est de promouvoir la conciliation paritaire et de soumettre formellement le problème devant le bureau de conciliation de la Commission paritaire.

## Chapitre XIII. DISPOSITIONS FINALES

### **Article 30**

Les dispositions de la présente convention collective de travail entrent en vigueur à partir du 1er janvier 2005 et sont d'application à partir du 1er janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2006, à l'exception des articles 2, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 qui sont convenus pour une durée indéterminée et qui peuvent être dénoncés par les parties, moyennant un préavis de six mois.

Fait à Gand, le 15 juin 2005.

Q

## **SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE LA PREPARATION DU LIN**

### **Addendum à la convention collective de travail du 15 juin 2005**

Art. 1. Les parties s'engagent, quant au nouveau régime des primes d'encouragement flamandes prévu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, à appliquer la mesure du crédit-soin, la mesure pour les entreprises en difficultés ou en restructuration ainsi que la mesure en matière de crédit-formation.

Fait à Gand, le 15 juin 2005

## Collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2005

### Hoofdstuk I. TOEPASSINGSGEBIED

#### **Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd), van de ondernemingen die onder het paritair subcomité voor de vlasbereiding ressorteren.

### Hoofdstuk II. KOOPKRACHT

#### **Artikel 2**

In de vlasbereiding worden vanaf de eerste betaaldag volgend op 1 oktober 2005 de baremieke en effectieve lonen verhoogd met 0,065 Euro per uur in enkele ploeg. Voor de andere arbeidsstelsels worden voornoemde forfaitaire bedragen vermeerderd met de daartoe voorziene coëfficiënten.

### Hoofdstuk III. TEWERKSTELLINGSMAATREGELEN

#### *Principe*

#### **Artikel 3**

Volgende tewerkstellingsbevorderende maatregelen worden genomen:

- verlenging van de tewerkstellingsverbintenissen
- halftijds brugpensioen
- verlenging van de CAO betreffende het deeltijds werken
- toepassing CAO n°77 bis van de Nationale Arbeidsraad, gewijzigd door CAO n°77ter van 10juni 2002.

#### *Tewerkstellingsverbintenissen*

#### **Artikel 4**

De bepalingen inzake de tewerkstellingsverbintenissen, die werden aangegaan in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003, worden verlengd voor de duurtijd van onderhavige CAO.

NEERLEGGING-DEPOT

27-06-2005

REGISTRATIE-NR.

26-07-2005 N°

75.717/CO/120.02

## **Artikel 5**

Er wordt een stelsel van halftijds brugpensioen ingesteld, overeenkomstig CAO nr. 55 van de NAR tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, ingeval van halvering van de arbeidsprestaties.

De minimumleeftijd om op halftijds brugpensioen gesteld te worden is vastgesteld op 56 jaar.

Aan de werkliden die in de loop van de jaren 2005 en 2006 tot het halftijds brugpensioen toetreden, wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de ~~werkliden van~~ vlasbereiding. Het Fonds draagt eveneens de kost van de eventuele capitatiieve bijdrage en staat in voor de administratieve verwerking. De nadere regels worden vastgelegd in een afzonderlijke CAO die integrerend deel uitmaakt van onderhavige CAO. Tevens worden de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de ~~werkliden van~~ vlasbereiding aangepast aan hetgeen voorafgaat.

### ***Deeltijdse arbeid***

## **Artikel 6**

De bepalingen van artikel 7 van de CAO van 15 juni 1999 betreffende het recht op deeltijdse arbeid, worden verlengd tot 31 december 2006.

De nadere regels, vastgelegd in de afzonderlijke CAO van 15 juni 1999 (reg. 53.124 Co/122) inzake deeltijdse arbeid, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 2001 en van 16 juni 2003 worden verlengd tot en met 31 december 2006 en maken integrerend deel uit van onderhavige CAO.

### ***Tijdskrediet (Toepassing CAOn°77bis d.d. 19.12.2001 van de N.A.R.)***

## **Artikel 7**

Overeenkomstig de mogelijkheden geboden door de CAO nr. 77bis en 77ter van de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, worden de afwijkingen zoals overeengekomen in artikel 7 van de CAO van 16 juni 2003 verlengd tot en met 31 december 2006.

## **Hoofdstuk IV. BRUGPENSIOEN**

## **Artikel 8**

Het stelsel van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers, indien zij worden ontslagen zoals voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 mei 1981, algemeen bindend verklaard bij koninklijk

8

besluit van 21 september 1981, verlengd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 mei 1993, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 december 1993, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 26 april 1995, algemeen bindend verklaard bij koninklijk besluit van 24 april 1996, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 1997, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 1999, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juni 2001, verlengd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003, wordt verlengd voor de duur van twee jaar tot en met 31 december 2006, binnen de voorwaarden aangeduid door hiernavolgende artikels 9 en 10.

## **Artikel 9**

- a) Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 § 2, 4<sup>de</sup> en 5<sup>de</sup> lid van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidssuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, wordt vanaf 1 januari 2005 de minimumleeftijd om te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen vastgesteld op 58 jaar.
- b) Naast de anciënniteitsvoorwaarden, vastgesteld door voormeld koninklijk besluit van 7 december 1992, dienen de werkliden, om te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen, te voldoen aan één van de volgende anciënniteitsvoorwaarden:
  - ofwel 15 jaar loondienst in de sectoren vlasbereiding en/of textiel, breigoed, kleding, confectie
  - ofwel 5 jaar loondienst in de sectoren vlasbereiding en/of textiel, breigoed, kleding, confectie tijdens de laatste 10 jaar, waarvan 1 jaar in de laatste 2 jaar.

Wat betreft de gelijkstelling met arbeidsdagen wordt tevens verwezen naar artikel 2 § 3 van voormeld koninklijk besluit.

## **Artikel 10**

Aan de werkliden die in de loop van de jaren 2005 en 2006 tot het brugpensioenstelsel toetreden, wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de Vlasbereiding.

Bovendien worden de bijzondere werkgeversbijdragen, opgelegd door de artikelen 268 tot 271 van de Programmawet van 22 december 1989 en door artikel 141 van de wet van 29 december 1990, houdende sociale bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten, ten laste genomen door het Fonds voor Bestaanszekerheid.

## **Artikel 11**

De verbintenissen aangaande dit brugpensioenstelsel maken het voorwerp uit van een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst.

Tevens wordt een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid, in de zin zoals hierboven aangeduid.

## **Hoofdstuk V. OPLEIDING EN VORMING**

## Artikel 12

De werkgevers uit de subsector van de vlasbereiding storten met ingang van 1 januari 2005 en voor de jaren 2005-2006 bovenop de bijdrage van 0,10% voor de **risicogroepen**, een **bijkomende** bijdrage van 0,20% berekend op **grond** van het volledig **loon** van hun werklieden, **zoals** bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de **algemene** beginselen van de sociale zekerheid voor **werknemers** en de uitvoeringsbesluiten van deze wet, aan het 'Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding'. Deze bijdragen zijn **om het kwartaal verschuldigd** en **worden** door het 'Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding' geïnd.

Bijgevolg **zal** voor de jaren 2005 en 2006 een globale bijdrage worden geïnd van 0,30%. De opbrengst van deze bijdrage zal aangewend worden voor **vorming** en **opleiding** in de **ondernemingen** ten gunste van werkgevers, werklieden, werkzoekenden en risicogroepen.

Over de aanwending van de 0,10% bijdrage zal een afzonderlijke CAO gesloten worden.

De opleidingsplannen worden verder gezet. Er komt een aangepaste **procedure** in de bedrijven.

De opdracht van de paritaire werkgroep die voorzien was in artikel 12 van de CAO van 16 juni 2003 wordt verlengd tot en met 31 december 2006.

De arbeiders hebben het recht om opleidingen te volgen die kaderen binnen de activiteiten van de vlasnijverheid.

## Hoofdstuk VI. SOCIALE VERGOEDINGEN

### **Sociale toelage**

## Artikel 13

Het niet terugvorderbaar voorschot (artikel 8 van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding) wordt vanaf 2005 op 128 Euro gebracht.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

### **Aanvullende sociale toelage**

## Artikel 14

Het dagbedrag van de aanvullende sociale toelage (artikel 7 van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds der Vlasbereiding) wordt vanaf het jaar 2005 van 4,96 Euro op 5,46 Euro gebracht.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

## **Maaltijdcheques**

### **Artikel 15**

In de vlasbereiding wordt vanaf 1 januari 2006 het bedrag van het werkgeversaandeel in de maaltijdcheques naar 2,33 Euro gebracht per effectief gewerkte dag. Hier toe wordt een afzonderlijke CAO gesloten.

## **Hoofdstuk VII. SOCIALE BEGELEIDING**

### ***Afdanking vanaf de leeftijd van 54 jaar***

### **Artikel 16**

De bepalingen van artikel 15 van de CAO van 16 juni 2003 worden verlengd tot en met 31 december 2006.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

### **Grensarbeiders**

### **Artikel 17**

De bepalingen van artikel 16 van de CAO van 16 juni 2003 worden verlengd tot en met 31 december 2006.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

## **Hoofdstuk VIII. GETROUWHEID AAN DE ONDERNEMING**

### **Artikel 18**

De bepalingen van artikel 21 van de CAO van 18 juni 2001, gewijzigd door de CAO van 16 juni 2003, betreffende het toekennen van (een) bezoldigde afwezigheidsdag(en) worden **samen** met de praktisch uitgewerkte **toepassingsmodaliteiten** verder gezet.

Vanaf 1 januari 2005 hebben de arbeiders recht op een **bijkomende** anciënniteitsdag (bezoldigde afwezigheidsdag) wanneer zij minstens 25 jaar in dienst zijn bij dezelfde onderneming. De betaling van deze afwezigheidsdag valt ten **laste** van de werkgever.

## **Hoofdstuk IX. KLEIN VERLET**

### **Artikel 19**

Bij overlijden van de partner of een kind van de arbeider of van een kind van de partner van de arbeider worden de wettelijke voorziene 4 dagen **klein verlet** op 5 dagen

gebracht.

## Hoofdstuk X. FUNCTIECLASSIFICATIE EN LOONSCHALEN

### Artikel 20

De actualisering van de functieclassificatie en de minimumloonschalen zal uitwerking hebben op 1 januari 2006.

De nieuwe functieclassificatie en voorziene loonschalen zijn de volgende:

Loongroep	Functie	Loon
1	Zwingelen korte vezel/klodden	
1	Zwingelen strovlas	
1	Bedienen <b>vernaaldingsmachine/ligne feutre</b>	Basisloon
1	Bedienen balenpers	
2	Bedienen <b>hekelmachine/operator</b>	
2	Bedienen kaarden/breker kaarden	
2	Bedienen <b>uitrekbank/uitrekbanken kleurmengeling</b>	
2	Bedienen <b>bobijnmolens halfautomatisch</b>	
2	Bedienen <b>kammachine</b>	
2	Aanvoeren <b>balen</b> aan de hekelmachine	
2	Bedienen spilbanken	
2	Bedienen <b>bobijnmolens manueel</b>	
3	Bedienen menginstallaties	
3	Bedienen <b>effilocheuse</b>	
3	Bedienen <b>bobijnmolens automatisch</b>	
3	Besturen <b>heftruck</b>	
3	Drogen aanvoerbobijnen	
3	Bedienen <b>open-end</b>	
3	Bedienen <b>vernaaldingsmachine (procesverantw.)</b>	
4	Magazijnier	
4	Droogspin	
4	Natspin	
5	Regelen <b>machines/mecanicien</b>	
5	Algemeen elektrisch onderhoud	
5	Algemeen mechanisch onderhoud	
6	Meestergast (leidinggevend)	Basis +20%

Deze baremieke lonen gelden voor de prestaties in enkele ploeg. Voor de andere arbeidsstelsels worden deze vermeerderd met de daartoe voorziene coëfficiënten.

### Artikel 21

Het basisloon bedraagt op 15 juni 2005, datum van de ondertekening van deze CAO, 9,9825 euro per uur. Dit bedrag is gekoppeld aan de indexering van de lonen (CAO van 5 februari 2004) en de conventionele verhogingen die in het Paritair Subcomité van de vlasbereiding van toepassing zijn en vallen vanaf 15 juni 2005.

## **Artikel 22**

Er wordt in de schoot van het Paritair Subcomité een paritaire werkgroep functieclassificatie opgericht. Deze werkgroep zal nagaan of de bepalingen van dit hoofdstuk op een correcte wijze worden toegepast. Bij eventuele betwistingen zal zij terzake de nodige beslissingen treffen.

## **Artikel 23**

De nieuwe loonschalen zijn van toepassing vanaf 1 januari 2006.

Indien de weerslag op de effectieve lonen per onderneming voor het jaar 2006 meer zou bedragen dan 0,25% van de totale loonmassa der werkliden, zal een spreidingsplan worden doorgevoerd. Dit moet vóór 1 oktober 2005 voorgelegd worden aan de paritaire werkgroep. Deze werkgroep neemt een beslissing vóór 15 december 2005. Dit spreidingsplan zal uitgewerkt worden in 4 fasen: de verhoging van de bestaande effectieve lonen zal in geen geval op 01/01/2006 meer dan 25% van het totaal geactualiseerd bedrag mogen overschrijden, 25% op 01/01/2007, 25% op 01/01/2008. De effectieve actualisering zal ten laatste voltooid moeten zijn op 01/01/2009.

Dit moet verhoudingsgewijs verdeeld worden onder alle arbeiders.

## **Artikel 24**

De toepassing van de nieuwe baremieke loonschalen kan nooit leiden tot een vermindering van de effectieve lonen.

## **Artikel 25**

Wie tijdelijk een functie uitoefent die lager betaald wordt, behoudt zijn hoger loon. Wie tijdelijk een functie uitoefent die hoger betaald wordt, dient het hogere loon te ontvangen.

Bij polyvalentie dient minstens het hoogste voorziene loon betaald te worden.

## **Artikel 26**

Bij definitieve overgang naar een lagere functie dient de werkgever aan de betrokken arbeiders en arbeidsters tijdens een overgangsfase van één jaar te rekenen vanaf de datum van de functiewijziging het hieronder vermelde loon bij te betalen:

- gedurende de eerste vier maanden:  $3/4^{\text{de}}$  van het loonverschil tussen het loon van de lagere functie en het loon van de hogere functie
- gedurende de vier volgende maanden:  $1/2^{\text{de}}$  van het loonverschil tussen het loon van de lagere functie en het loon van de hogere functie
- gedurende de vier volgende maanden:  $1/4^{\text{de}}$  van het loonverschil tussen het loon van de lagere functie en het loon van de hogere functie.

Voor de toepassing van deze regeling komen alle componenten van het effectief uitbetaald loon in aanmerking.

## Hoofdstuk XI. INTERNATIONALE SOLIDARITEIT

### Artikel 27

Het Waarborg- en Sociaal Fonds stelt voor de jaren 2005 en 2006 teikens een bedrag overeenstemmend met een bijdrage van 0,05% van de jaarlonen (aan 100%) ter beschikking voor het bevorderen van de internationale solidariteit.

De statuten van het Fonds worden in die zin aangepast.

## Hoofdstuk XII. SOCIALE VREDE

### Artikel 28

De syndicale organisaties en de werkgevers verbinden er zich toe, voor de duur van deze CAO, geen enkele eis te stellen noch op nationaal, noch op gewestelijk, noch op ondernemingsvlak over de punten van deze CAO.

### Artikel 29

De vakbondssecretarissen en de syndicale techniekers hebben recht op toegang in de ondernemingen. Zij dienen de werkgever hiervan voorafgaandelijk te verwittigen. Wanneer zich op sectoraal of ondernemingsvlak moeilijkheden zouden voordoen inzake het sociaal overleg, is het een goede praktijk om paritaire verzoening te bevoordelen en zo nodig het vraagstuk formeel aanhangig te maken bij het verzoeningsbureau van het paritair comité.

## Hoofdstuk XIII. SLOTBEPALINGEN

### Artikel 30

De bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst treden in werking op 1 januari 2005 en zijn van toepassing vanaf 1 januari 2005 tot en met 31 december 2006, met uitzondering van de artikels 2, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 en 26 die voor onbepaalde duur worden gesloten en door partijen opzegbaar zijn, mits een vooropzeg van zes maanden.

Gedaan te Gent op 15 juni 2005.

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE VLASBEREIDING**

*P*

**Addendum bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2005**

Art. 1. De partijen komen overeen om met betrekking tot het nieuwe stelsel van de Vlaamse aanmoedigingspremies dat voorzien wordt met ingang van 1 januari 2005, de maatregel van het zorgkrediet, de maatregel voor de ondernemingen in moeilijkheden of in herstructurering evenals de maatregel inzake opleidingskrediet toe te passen.

Gedaan te Gent op 15 juni 2005.